

# Congo-Kinshasa : dévasté par l'impérialisme

vendredi 21 juillet 2006, par [MARTIAL Paul](#) (Date de rédaction antérieure : 20 juillet 2006).

## **Le 30 juillet, doit se dérouler le premier tour de l'élection présidentielle en République démocratique du Congo.**

Située en Afrique centrale, dans la région des Grands Lacs, la superficie de la République démocratique du Congo (RDC) est quatre fois supérieure à celle de la France. Sa capitale, Kinshasa, compte six millions d'habitants. Les principales infrastructures de la ville sont dans un état déplorable : les routes sont impraticables, les bâtiments publics délabrés, les voiries abandonnées aux inondations...

La RDC, pays où Che Guevara tenta de lancer la guérilla sur le continent, donna naissance à une grande figure du nationalisme africain, en la personne de Patrice Lumumba, assassiné en 1961. Mais la RDC a aussi connu l'une des plus féroces dictatures, largement soutenue par toutes les puissances occidentales, celle de Mobutu. Le Zaïre devint la place forte de l'anticommunisme dans la région, notamment dans la guerre civile en Angola par son soutien aux forces de l'Unita, en collaboration avec le gouvernement d'apartheid d'Afrique du Sud.

Pillage et corruption firent sombrer le Zaïre dans une descente aux enfers accentuée par les contrecoups du génocide au Rwanda. L'arrivée du FPR, contrôlé par les Tutsis, mettant fin à ce crime contre l'humanité, plus d'un million de Hutus, population civile, mais aussi génocidaires, ont franchi la frontière. En 1996, largement soutenu par le Rwanda et l'Ouganda, à la tête d'une force armée, l'alliance des forces démocratiques du Congo Zaïre (AFDL), Laurent Désiré Kabila destitua Mobutu et s'érigea en nouveau dictateur, cumulant les fonctions de Premier ministre, ministre des Armées et ministre de l'Intérieur.

En 1998, les alliés d'hier devenant les ennemis d'aujourd'hui, le RCD et le MLC, soutenus respectivement par le Rwanda et l'Ouganda, se lancent à l'assaut du pouvoir, qui se défend à l'aide des armées nationales de l'Angola, du Tchad, de la Namibie et du Zimbabwe, plongeant le pays dans une guerre civile qui prend fin en 2003 par l'accord de Pretoria, mettant en place un gouvernement de transition, dit « gouvernement 1+4 » (un président et quatre vice-présidents issus des principales forces armées d'opposition). Entre-temps, Laurent Désiré Kabila meurt assassiné. Son fils, Joseph, devient président en 2001. Ce gouvernement de transition a pour tâche de préparer l'élection. Elle va se dérouler dans un climat particulièrement explosif, l'est du pays connaissant une guerre civile larvée.

Pour les puissances impérialistes, l'enjeu de l'élection à venir est simple : stabiliser le pays en légitimant un Joseph Kabila comme président de la République démocratique du Congo, devenant ainsi l'homme de la situation pour l'Occident, en facilitant le déploiement des forces de l'ONU, la Monuc, et en manifestant une grande compréhension pour les besoins exprimés par les multinationales.

La stabilité est un élément essentiel pour l'exploitation ou plutôt le pillage du pays. À titre d'exemple, les conflits armés ont fait chuter les exportations minières de plus de la moitié ; en 1989,

elles représentaient 32 % du PIB, en 1998, elles ne représentaient plus que 17 %.

Ainsi, on comprend mieux les efforts financiers des puissances occidentales, qui ont dégagé plus de 450 millions de dollars pour l'organisation de l'élection, mais qui n'ont versé que 94 millions de dollars sur les 682 prévus pour l'aide humanitaire, n'atteignant même pas 14 % de leur engagement.

Une fois de plus se vérifie le concept de l'Afrique utile, où les capitaux convergent là où cela va rapporter. La RDC à un sous-sol particulièrement attrayant pour les impérialistes : 200 millions de tonnes de pétrole, avec des prospections sur le bassin côtier dans le bassin de Tanganyika, mais aussi du cuivre, du cobalt, du tungstène, du cadmium, etc. À défaut d'une voix qui se fasse entendre, reprenant les aspirations de la population, cette élection risque de se transformer en sacre de Kabila, pour le plus grand profit des multinationales.

---

**P.-S.**

\* Paru dans Rouge n° 2168 du 20 juillet 2006.